



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Travaux d'étanchéité de la piscine de l'Isae-Supaero**

---

**Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace**  
10 Avenue Marc Pelegrin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 - Variantes.....	4
1.5 - Intervenants .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
4.1 - Délai d'exécution .....	4
5 - Prix.....	5
6 - Garanties Financières .....	5
7 - Avance.....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	8
9.2 - Implantation des ouvrages .....	8
9.3 - Préparation et coordination des travaux .....	8
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	8
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	8
9.3.3 - Registre de chantier .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.4 - Etudes d'exécution .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.5 - Installation et organisation du chantier.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.5.1 - Installation de chantier.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	8
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	8
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	8
9.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	8
10 - Développement durable.....	8
11 - Réception.....	9
11.1 - Réception des travaux.....	9
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	9
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
15 - Pénalités.....	9
15.1 - Pénalités de retard.....	9
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	11
16 - Assurances.....	12
17 - Clause de réexamen .....	12
18 - Résiliation du contrat.....	13

18.1 - Conditions de résiliation.....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
19 - Règlement des litiges et langues.....	13
20 - Dérogations.....	13

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Travaux d'étanchéité de la piscine de l'Isae-Supaero

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **1.4 - Variantes**

L'offre de base est obligatoire

Une seule variante facultative peut-être proposée concernant le type de matériau utilisé.

Les candidats pourront présenter un dossier général "variantes" distinct de l'offre de base. Ce dossier comportera obligatoirement une présentation détaillée de la variante proposée ainsi qu'une comparaison précise avec la solution de base sur les plans technique et financier.

## **1.5 - Intervenants**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Il n'y a pas de maîtrise d'œuvre sur cette opération.

# **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF)
- La mise au point du marché le cas échéant
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexe 1 (Plan) et 2 (Diag structure)
- Les modifications éventuelles et compléments en cours d'exécution du contrat (avenant, ordre de service, etc.)
- Les comptes-rendus des réunions de chantier
- Le planning d'exécution
- Le cadre de réponse technique
- Les fiches techniques des matériaux proposés
- L'avis technique du procédé validé par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

# **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

# **4 - Durée et délais d'exécution**

## **4.1 - Délai d'exécution**

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date de notification ou la date stipulée dans l'Ordre de Service.

Le délai d'exécution contractuel est de 3 mois dont 1 semaine de période de préparation (+ garanties légales : GPA, biennale, décennale). Ce délai est le délai maximal prévu par le pouvoir adjudicateur. Ce délai peut être optimisé dans la réponse du titulaire.

La date prévisionnelle de début travaux est fixée au 30/05/2025.

La date de réception prévisionnelle des travaux est le 29/08/2025

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

#### 4.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

### 5 - Prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global et forfaitaire est ferme. Il est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix initial et la date de démarrage des travaux.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule suivante :

$$Pa = Po * \left[ \frac{BT_{m-3}}{BTo} \right]$$

Dans laquelle :

Po = Prix initial du marché

Pa = Prix actualisé

BTo : Index BT du mois Mo d'établissement des prix (= mois de remise des offres)

BT m-3 : Index BT du mois antérieur de trois mois au mois « m » correspondant à la date de notification du présent marché.

Désignation	Indice de référence
Etanchéité	BT53

*L'indice est consultable sur le site de l'INSEE*

*BT53 : index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010*

### 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

## **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

### **Avance pour les PME/TPE**

Dans le cadre de la démarche de simplification de la commande publique, l'ISAE-SUPAERO, en tant que pouvoir adjudicateur, est associé à la Charte Régionale visant à faciliter l'accès des PME/TPE à la commande publique en proposant une avance à ces entreprises selon les conditions suivantes :

L'avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est compris entre 20 000 € HT et 300 000 € HT, en dehors de toute durée d'exécution du marché, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20.0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermie, en dehors de toute durée d'exécution du marché.

Si le titulaire souhaite mettre en œuvre cette disposition, il devra fournir tout document permettant de justifier de manière certaine son statut de PME/TPE (DC2 correctement complété) ou a minima une attestation sur l'honneur signée par une personne dûment habilitée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Quel que soit le cas de figure (cas général ou situation PME/TPE), le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché ou de la tranche lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15.0 %. Si l'avance est supérieure à 15.0 %, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80.0 % - pourcentage de l'avance.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000427800011

-le code service « FACTURES\_AVEC\_ENGAGEMENT » ;

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### Adresse d'exécution :

Institut Supérieur de l'aéronautique et de l'Espace  
10 Avenue Marc Pelegrin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

## **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges ou à des équivalences.

## **9.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée d'une semaine.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le format numérique est préconisé pour la remise de ces documents.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **10 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :



- Type et performance de l'isolant en matière composite (durabilité, réparabilité...)
- Qualité techniques et performances environnementales des matériels et matériaux mis en œuvre spécifiquement sur le chantier, appréciées sur la base des fiches techniques fournies

Les caractéristiques décrites au CCTP (Art.4.4) sont des minimums contractuels qui doivent permettre l'atteinte des objectifs environnementaux que s'est fixé le maître d'ouvrage dans le cadre de cette opération.

## **.11 - Réception**

### **11.1 - Réception des travaux**

#### **11.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; la maîtrise d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

## **12 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Dans un premier temps, les pénalités de retard seront provisoires et seront appliquées immédiatement sur la situation suivant l'inscription au CR (compte-rendu) de Chantier. Cette pénalité sera levée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour retard dans l'exécution des travaux.

La piscine génère des recettes pour l'Isae-supaero. Le choix d'effectuer les travaux durant la période estivale doit limiter la perte de recette estimée à 635,00€ par jour sur les mois de Septembre, Octobre Novembre et Décembre. Tout retard dans l'achèvement des travaux se verra alors appliquer une pénalités de retard stipulée ci-dessous.

*Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux*, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

*Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux*, il n'est prévu aucun plafonnement à l'application des pénalités de retard.

*Par dérogation aux articles 19.2.3, 19.2.4 et 19.3 du CCAG-Travaux*, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard les pénalités suivantes :

N°	Pénalités pour retard d'exécution/de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
1	Retard dans l'achèvement des travaux	Journalière Calendaires	300 €	Dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels fournis par le titulaire dans son offre, il sera appliqué au titulaire une pénalité, sans mise en demeure préalable et sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (augmenté éventuellement des prolongations autorisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre).
2	Retard dans la levée de réserves après réception	Journalière Calendaires	100 €	Le titulaire devra se conformer aux exigences de l'EXE6 stipulant la dates et les réserves. Tout retard entrainera des pénalités définitives
3	Absence ou retard aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par le maître d'ouvrage	Par constat	Retard supérieur à 15 min et inférieur à 30 min : 100 € Absence ou retard supérieur à 30 min : 200 €	Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier provoquées par le maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un représentant connaissant parfaitement le dossier, son avancement, ses problématiques, l'état des études et commandes, etc, et ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier. L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération (cf. ci-avant), à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion, en vue de l'application des pénalités. Tout retard supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence. Pénalités définitives.
4	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière Calendaires	300€	Les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux dont les dispositions sont fixées à la pénalité n°2 du présent tableau de pénalités de retard.
5	Remise des plans et autres documents	Par constat	100€	Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## 9.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 9.3 - Autres pénalités spécifiques

N°	Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
1	Défaut de rangement/nettoyage	Par infraction et/ou constatation	300 €	Au regard du chantier en site occupé, et de la continuité du fonctionnement de l'établissement pendant les travaux, en cas de constatation par le maître d'ouvrage de défaut de nettoyage / rangement / stockage / etc. Ces pénalités pourront être levées lors du règlement de la situation suivante si ce défaut de rangement et/ou nettoyage a été pris en compte immédiatement par l'entreprise, et n'a pas eu pour effet de provoquer un retard ou un danger à l'intérieur ou à l'extérieur de l'emprise du chantier. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour défaut de rangement/nettoyage.
2	Relatives à la protection de l'environnement	Par infraction	Dépôt dans une benne non appropriées = 250.00 € Cantonement non entretenu = 250.00 € Stockage en zone interdite = 300.00 € Matériel de chantier non conforme = 150.00 € Dépôt de gravats sauvage = 500.00. € Non-respect des circulations aux abords du chantier = 250.00 €	En cas de non-respect des obligations protectrices de l'environnement les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate à leurs frais. Les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités consécutives à leurs carences. En outre, dans la cadre de la protection de l'environnement, en cas de détérioration d'un ou plusieurs éléments végétaux (arbres ou arbustes) qui devait être conservé, l'entreprise concernée devra la correction de son erreur par : – La « réparation » par un professionnel (paysagiste, etc) par taille (élagage, etc) de l'arbre touché, si possible ; – Sinon (impossibilité), la replantation d'un arbre ou arbuste de même essence, et de qualité équivalente. En cas de refus de l'entreprise ou de retard dans l'exécution de cette reprise, celle-ci sera réalisée par toute autre entreprise spécialisée aux frais et risques de l'entreprise concernée, après simple constatation de sa non action, inscrite au CR de chantier. Cette action de reprise ne dédouane par l'entreprise de l'application des pénalités correspondantes (Retard dans l'exécution des travaux). Pénalités définitives.
3	Pour non-déclaration d'un sous-traitant	Journalière Calendaire	500 €	Outre le fait que le sous-traitant concerné devra immédiatement quitter le chantier (=> risque de pénalité pour retard en sus), pénalité à compter de la date de découverte du sous-traitant par le

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un ORDRE DE SERVICE au présent marché, notifié au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou par le maître d'œuvre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Par dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux 2021, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un ordre de service pour tenir compte notamment :

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- si la clause d'actualisation des prix est inadaptée (erreur dans la formule, dans le choix de l'indice, etc...)
- Des conséquences d'erreurs matérielles de rédaction des documents contractuels (omissions, imprécisions, contradictions, etc.)
- Les délais pourront être modifiés via simple ordre de service, notamment en cas de défaut d'approvisionnement, sans nécessiter un avenant.
- De l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, etc.
- Des modifications éventuelles des prestations décidées par le maître d'ouvrage (nouvelle prestation, prestation modificative, complémentaire, supplémentaire...) de type technique, performanciel, confort, esthétique, ... ne remettant pas en cause de manière substantielle l'objet de l'opération :
  - o devenues nécessaires pour le bon achèvement des prestations objets de la commande en cours d'exécution,
  - o résultant de circonstances imprévues voire imprévisibles (y compris celles relatives à une crise sanitaire ou conjoncturelle)

- Des modifications éventuelles des prestations relatives aux sujétions techniques imprévues (aléas de chantier)

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux

- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux